

# BULLETIN INTÉRIEUR

**PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE**

(Section Française de la IV<sup>e</sup> Internationale)

————— 19, Rue Daguerre — Paris - 14<sup>e</sup> —————



PRIX 15 frs

---

Sommaire

---

- I.- POUVOIRS DE LA CONFERENCE
- 2.- RESOLUTION ADOPTEE PAR LA CONFERENCE
- 3.- RESOLUTIONS REPOUSSEES

---

POUVOIRS DE LA CONFERENCE

Le Comité Central, chargé par le 3<sup>e</sup> Congrès d'organiser et de convoquer la Conférence sur l'URSS, rappelle les pouvoirs de celle-ci

1°) La conférence n'a pas la composition d'un Congrès. Conformément aux règles traditionnelles de l'organisation, confirmées par le CC, la conférence est constituée, d'une part, de la direction désignée par le Congrès et comptable de la politique du Parti entre deux congrès, d'autre part, de délégués élus dans les régions. Compte tenu du caractère de ~~la~~ la représentation des régions, le CC a décidé pour cette conférence de restreindre sa représentation à 5 mandats répartis comme suit: Geoffroy, Denzière, Bleibtreu, Privat, Moutal.

2°) La conférence a un mandat consultatif. Son objectif est de dégager le Congrès du Parti d'une discussion particulière. Seul le Congrès pourrait réviser la position politique du Parti.

La conférence peut donc décider ou non de mettre à l'ordre du jour de son prochain Congrès National, seul Habilité pour trancher définitivement sur la base de la discussion présente.

---

NOTE SUR LA RESOLUTION FRANK

Cette résolution contient ceux des amendements proposés par le camarade Geoffroy au texte Frank qui ont été adoptés par la conférence.

---



RESOLUTION DU CAMARADE P. FRANK SUR LA QUESTION RUSSE .

(adoptée par la Conférence du PCI - section française de la IVème Internationale - des 13 et 14 Juillet )

1) En 1937, dans la "Révolution trahie", Léon Trotsky définit ainsi l'Etat soviétique : "Etat ouvrier dégénéré" - organisme étatique d'une société intermédiaire entre le socialisme et le capitalisme, dans laquelle :

- a) les forces productives sont encore trop insuffisantes pour donner à la propriété d'Etat un caractère socialiste.
- b) le penchant à l'accumulation primitive, né du besoin, se manifeste à travers tous les pores de l'économie planifiée.
- c) les normes de répartition, de nature bourgeoise, sont à la base de la différenciation sociale.
- d) le développement économique, tout en améliorant lentement la condition des travailleurs, contribue à former rapidement une couche de privilégiés.
- e) la bureaucratie, exploitant les antagonismes sociaux, est devenue une caste incontrôlée, étrangère au socialisme.
- f) la révolution sociale trahie par le parti gouvernant vit encore dans les rapports de propriété et dans la conscience des travailleurs.
- g) l'évolution des contradictions accumulées peut aboutir au socialisme ou rejeter la société vers le capitalisme.
- h) la contre-révolution en marche vers le capitalisme devra briser la résistance des ouvriers.
- i) les ouvriers marchant vers le socialisme devront renverser la bureaucratie. La question sera tranchée en définitive par la lutte de deux forces vives sur les terrains national et international.

2) En 1947, plus particulièrement après les années de guerre, des faits nouveaux se sont produits qui permettent de préciser et de compléter cette analyse.

- a) un recul des forces productives, par suite des dévastations et racages entraînés par la guerre sur le territoire de certaines des régions les plus développées de l'URSS.
- b) de ce fait les besoins de l'industrie et les besoins de consommation des masses se trouvent de plus en plus difficiles à satisfaire; les tendances à l'accumulation primitive se sont renforcées pendant la guerre, notamment dans les campagnes, au détriment des sovkhoses et des kolkhoses.



c) cette aggravation des difficultés globales a eu pour conséquence une iniquité plus grande dans les normes de répartition. La condition des travailleurs s'est considérablement aggravée et les dispositions du quatrième plan quinquennal sont, comme celles des précédents plans quinquennaux, orientées en faveur de la production des moyens de production au détriment de la production des moyens de consommation plus que jamais nécessaires aux masses.

d) la bureaucratie, et plus précisément les sommets de celle-ci, dispose de privilèges accrus. Ses tendances réactionnaires se sont accrues au cours de la guerre, elle a utilisé et encouragé les conceptions et sentiments les plus réactionnaires (pan-slavisme, religion). Sa politique a essentiellement servi à étrangler le mouvement ouvrier et à prévenir tout développement révolutionnaire dans les pays occupés par l'Armée Rouge.

La révolution sociale de 1917 continue de vivre dans les rapports de production (propriété étatique - planification et monopole du commerce extérieur). Elle continue aussi à vivre dans la conscience de larges couches de travailleurs qui se sont sacrifiées sans compter pendant la guerre, non pour le régime stalinien, mais pour préserver l'Etat né de la révolution prolétarienne d'Octobre.

Les contradictions qui se sont accrues et accentuées indiquent clairement que la situation du régime en URSS reste instable, qu'elle peut être rejetée définitivement vers le rétablissement du capitalisme sous les coups conjugués des forces procapitalistes internes et des forces de l'impérialisme américain, ou qu'elle peut se remettre en marche vers le socialisme, sous l'impulsion d'une victoire révolutionnaire dans le monde et d'une défaite politique du stalinisme dans le monde obtenue au profit de la IVème Internationale et d'un assaut des travailleurs contre le régime totalitaire stalinien. Aujourd'hui où l'antagonisme Etats Unis - URSS prend un relief de plus en plus accentué, il apparaît clairement que le développement de l'URSS dans un sens ou dans un autre est lié au développement de la lutte des classes à l'échelle mondiale.

Tous les faits attestent qu'au cours des dix dernières années, la dégénérescence s'est considérablement accentuée, qu'elle a atteint un degré exceptionnellement dangereux pour le développement de l'URSS. Mais toutes les transformations qui se sont produites pendant cette époque, n'ont été que des transformations de quantité sans jamais aboutir à une transformation de qualité. C'est pourquoi la Conférence réaffirme la position de la IVème Internationale relative à l'URSS, comme un état ouvrier dégénéré.



3) La Conférence rejette catégoriquement la conception selon laquelle la bureaucratie serait une classe possédante sous le prétexte que "qui dirige et contrôle, possède". La direction et le contrôle des moyens de production par la bureaucratie assurent à celle-ci des privilèges considérables. Mais cette direction et ce contrôle se font sur la base de la propriété étatique. Les intérêts fondamentaux de celle-ci jusqu'à présent, ont fini par prédominer sur les intérêts personnels, centrifuges, des bureaucrates, obligeant la direction stalinienne à des tournants qui, opérés bureaucratiquement, aboutissent à de nouvelles contradictions. L'existence même chez les bureaucrates des tendances à l'appropriation des moyens de production est une autre démonstration que la fonction de contrôleur et de directeur n'est pas du tout identique à la qualité de possédant.

En conséquence, la Conférence rejette les positions de ceux qui, partant du point de vue erroné selon lequel "qui dirige et contrôle, possède" font de la bureaucratie soviétique, soit le "capitalisme collectif" d'un capitalisme d'Etat, soit la nouvelle classe exploiteuse d'une société d'un type nouveau.

Le "capitalisme d'Etat" est une formule vague sous laquelle ont été introduites toutes sortes de conceptions différentes (Tendances à la centralisation, liaison de l'Etat et de l'économie, étatisation de certaines industries) et son emploi ne sert qu'à amener de la confusion. Entre la société soviétique et les pays capitalistes qui sont présentés comme tendant au "capitalisme d'Etat", la différence apparaît très clairement, entre la propriété étatique et la planification d'une part, et les nationalisations et les "plans" d'autre part. Il n'y a pas une différence de degré mais de nature. Les nationalisations et les "plans" des pays capitalistes (y compris ceux du glacis) visent non à détruire mais à consolider la propriété capitaliste dans des circonstances où celle-ci a été fortement ébranlée en conséquence de la guerre.

Quant aux théories qui définissent l'URSS comme une nouvelle société exploiteuse succédant historiquement au régime capitaliste, la Conférence les repousse :

1- parce qu'elles font abstraction des rappports objectifs de production qui déterminent en dernière analyse, du point de vue marxiste, le caractère de toute société et de toute classe ou couche sociale.

2- parce qu'elles caractérisent la bureaucratie russe comme une nouvelle classe dirigeante prêtant à la bureaucratie une stabilité sociale qui lui fait défaut, idéalisant



le rôle d'une couche sociale dont l'histoire et la fonction sont les memes que celles de la bureaucratie ouvriere des pays capitalistes.

3- parce qu'elles admettent sans preuves, en révision des prévisions classiques du marxisme, une nouvelle société - bureaucratique - entre le capitalisme et le socialisme. L'histoire récente a montré que les nouvelles couches petites bourgeoises, tout comme les anciennes, dans les pays capitalistes, n'ont de choix qu'entre le prolétariat et la grande bourgeoisie, qu'elles peuvent être gagnées à la cause de la révolution prolétarienne si celle-ci a une direction énergique et capable, ou par la démagogie fasciste, à la cause de la contre-révolution si le prolétariat se montre désarmé et rendu impuissant par des directions de trahison.

La bureaucratie soviétique est une bureaucratie d'origine ouvrière, c'est la bureaucratie de l'Etat ouvrier. Elle repose sur les conquêtes d'Octobre. Elle est elle-même extrêmement différenciée, et des choses sociales en URSS la disloquent, entre des couches au service du prolétariat révolutionnaire et des couches au service de la contre-révolution bourgeoise.

4) Comme expression théorique d'un isolationnisme soviétique, concevant la possibilité d'un développement plus ou moins graduel des forces productives en URSS indépendamment des développements dans le monde capitaliste, la théorie du "socialisme dans un seul pays" a été détruite par la seconde guerre mondiale.

La victoire militaire de l'URSS remportée sous la direction de la bureaucratie, n'a été obtenue qu'au prix des plus grands sacrifices des masses, sacrifices accrus par suite de la gestion bureaucratique qui s'est faite en dépit des masses et en privant celles-ci de toute initiative et de tout contrôle.

Dans la bureaucratie se sont renforcées les tendances droitières (extension du droit d'héritage, rétablissement du droit de tester, rentiers, etc...). Dans le meme temps les masses voient leurs conditions d'existence diminuées et peuvent en prendre conscience par comparaison avec le standard de vie dans les pays capitalistes d'Occident qu'ont connus les combattants de la dernière guerre.

Malgré la victoire militaire, la remise en route de l'économie sur le pied de paix, au moyen du quatrième plan quinquennal, est caractérisée dès le début par un rythme faible. Mêmes les prévisions modestes de ce plan pour la première année n'ont pas été atteintes, dans la plupart



des branches de l'économie, plus encore dans celles des moyens de consommation que dans celles des moyens de production. La productivité du travail a baissé considérablement. Ni le pillage brutal des moyens de production et des stocks, ni les prélèvements de main-d'oeuvre forcée, ni l'importation de produits fabriqués dans les pays du glacis, ni le pillage indirect des réparations, ne sont susceptibles de pallier tant soit peu sérieusement à la crise de l'économie soviétique. Aux tendances centrifuges grandissantes, le kremlin a répondu par un renforcement du régime policier, par le renforcement de l'appareil du parti, par de nouvelles épurations bureaucratiques (généralement orientées contre la droite). Plus que jamais Staline craint toute intervention active des masses dans la politique de l'URSS.

5) Dans le domaine de la politique extérieure, la guerre a détruit la politique de Staline résumée sous la formule : " Nous ne voulons pas un pouce de territoire étranger". L'expansionisme soviétique s'est manifesté sur plus de la moitié de l'Europe et sur une grande partie de l'Asie.

En même temps, la victoire militaire a placé l'URSS dans une situation politique plus difficile : au lieu de pouvoir, comme avant 1939, jouer entre deux blocs impérialistes rivaux, elle se trouve seule en face de l'impérialisme américain autour duquel se groupent tous les capitalistes du monde entier. Depuis plusieurs mois l'URSS se trouve en face d'une offensive systématiquement menée par l'impérialisme américain, offensive dont le contenu politique a été récemment défini dans les discours de Truman. En face de cet assaut diplomatique le gouvernement soviétique s'est montré littéralement paralysé notamment depuis la fin de l'année 1946.

La politique extérieure soviétique, tout en accentuant ses traits d'avant-guerre (diplomatie secrète, exploitation des mouvements ouvriers comme masse de manoeuvre), se trouve caractérisée depuis la période victorieuse de la guerre par des annexions, l'occupation de territoires étrangers, le pillage de ceux-ci, l'extorsion de réparations et une expansion soviétique différente de l'expansion impérialiste car elle résulte de la faible accumulation, des faiblesses et du retard de l'économie soviétique, de ses besoins en produits fabriqués et en outillage et biens d'équipement, et non de l'accumulation capitaliste.

La conférence considère les pays de la "zone d'influence" soviétique : Yougoslavie, Pologne, Bulgarie, Tchécoslovaquie, Roumanie, Hongrie, comme des pays capitalistes par leur économie et leur régime politique.



Dans les pays du glacis, le Kremlin a étouffé les mouvements de masse qui se sont produits lors de l'écroulement des vieux gouvernements bourgeois et à l'approche des troupes soviétiques. Il ne se sert des masses que pour éliminer certaines vieilles couches féodales ou pour terroriser les politiciens bourgeois qui montrent quelques velléités de résistance. Mais il ne s'est pas attaqué à la propriété capitaliste et au contraire a cherché un terrain d'entente avec une partie de la bourgeoisie. Cette politique réactionnaire va à l'encontre des tendances à l'assimilation structurelle engendrées par la nécessité d'associer l'économie et les pays du glacis à l'économie soviétique et aux prévisions du quatrième plan quinquennal. Là encore se manifeste le caractère double de la bureaucratie, la contradiction entre les exigences de la base de production sur laquelle elle repose et sa politique nationaliste contre-révolutionnaire.

La Conférence du PCI condamne la politique soviétique dans le glacis, non pas comme une politique impérialiste, car il ne s'agit nullement de l'expansion du capital financier à la recherche du profit, mais en raison du caractère bureaucratique et contre-révolutionnaire de cette politique qui contrecarre le développement de la révolution prolétarienne dans les pays occupés. Elle condamne cette politique empiriquement élaborée pour répondre stratégiquement à la poussée de l'impérialisme mondial et pour essayer de pallier grossièrement et brutalement aux difficultés de l'économie soviétique.

Cette politique bureaucratique, à côté des quelques "profits" immédiats qu'en a tiré la bureaucratie, a profondément heurté les masses ouvrières et paysannes des pays occupés et permet au capitalisme mondial d'exploiter ces tares pour sa campagne anti-soviétique. Les "profits" que la bureaucratie tire de sa politique dans le glacis sont autant de coups portés à la révolution mondiale.

C'est pourquoi la Conférence approuve la résolution du CEF se prononçant pour le retrait de toutes les troupes d'occupation, y compris les troupes soviétiques.

La Conférence tient à préciser que, si la tâche des travailleurs français est avant tout de lutter pour le retrait des troupes de leur propre impérialisme, elle n'entend nullement par là conditionner le retrait des troupes soviétiques à celui des armées impérialistes, car la politique révolutionnaire ne peut en aucun cas se placer sur le terrain de marchandages diplomatiques sur le dos des masses travailleuses.

c) Par suite de la nature sociale de l'Etat soviétique, la Conférence du PCI réaffirme la position de défense incon-



ditionnée de l'URSS.

- parce que c'est un système social dont les bases économiques sont progressives par rapport à celles du capitalisme.
- parce que c'est une société qui n'entre pas dans l'orbite du capitalisme mondial et qui, pour vivre et maintenir son indépendance, doit lutter contre celui-ci.
- parce que l'écrasement de l'Etat soviétique par l'impérialisme :
  - a- entraînerait accessoirement la destruction de la clique contre-révolutionnaire du Kremlin, mais provoquerait à une échelle infiniment plus grande que ce ne fut le cas en Allemagne, à la suite de la victoire de Hitler, une profonde démoralisation et une décomposition des rangs de la classe ouvrière mondiale, et,
  - b- accorderait un nouveau bail assez long au capitalisme mondial en lui ouvrant un marché très important.

Notre défense de l'URSS signifie non pas que nous défendons tout ce qui existe en URSS, mais seulement ce qui subsiste des conquêtes d'Octobre (propriété étatique, économie planifiée). Elle est inconditionnelle, en ce sens que nous ne posons pas de conditions à la clique dirigeante en URSS, que notre défense est indépendante de la politique du Kremlin.

La Conférence repousse catégoriquement toute politique défaitiste pour l'URSS qui, en affectant de mettre sur le même plan l'URSS et les pays impérialistes, sert en même temps les staliniens qui identifient les intérêts de l'URSS à ceux de la bureaucratie, et les spécialistes de l'anti-bolchévisme (comme ceux de "Masses"), qui se font les serviteurs des démocraties impérialistes contre l'URSS. Les uns et les autres sont hostiles à une politique indépendante du prolétariat.

La Conférence du PCI, réaffirme que, pour les BL, la défense de l'URSS n'est pas une lutte en soi, au dessus de la lutte des classes; qu'elle est, tout comme la lutte contre l'oppression impérialiste dans les colonies, ou comme toute lutte pour un objectif quelconque (même la plus petite réforme), un élément de la lutte pour la révolution mondiale qu'elle en est une partie intégrante.

Notre défense de l'URSS ne peut donc être menée par des moyens spéciaux (telles les combinaisons staliniennes du Comité anglo-russe, du front populaire, etc...) mais uniquement et seulement par les moyens de la lutte de classe, depuis l'éducation et la propagande dans de petits cercles ouvriers jusqu'à l'agitation et l'action des plus larges masses.

" La défense de l'URSS coïncide pour nous avec la préparation de la révolution internationale. Seules sont permises



les méthodes qui ne contredisent pas les intérêts de la révolution. Le rapport entre la défense de l'URSS et la révolution socialiste internationale, est le même qu'entre une tâche tactique et une tâche stratégique. La tactique est subordonnée aux buts stratégiques et ne peut en aucun cas les contredire " (L. Trotsky, 1939)

C'est pourquoi notre défense de l'URSS :

- a) ne signifie à aucun titre et à aucun moment l'union sacrée avec Staline.
- b) ne peut en aucun cas être subordonnée aux combinaisons du Kremlin et notamment ne peut en rien alterer notre stratégie de défaitisme révolutionnaire dans les pays capitalistes alliés de l'URSS.
- c) ne peut dans certains cas exclure la tactique du front unique, mais uniquement suivant les règles de cette tactique, pour des tâches déterminées, pour des objectifs concrets, par exemple pour une action ouvrière destinée à arrêter les transports de troupes contre l'URSS.
- d) ne peut en aucun cas entraîner la moindre atténuation de notre critique de la politique stalinienne ou la moindre interruption dans notre lutte contre Staline et le stalinisme.

Tout au contraire la défense de l'URSS c'est-à-dire de ce qui subsiste des conquêtes d'Octobre, ne peut pas seulement se mener contre l'ennemi extérieur, le capitalisme mondial, mais doit être aussi menée contre l'ennemi intérieur, la bureaucratie stalinienne.

La Conférence ne reconnaît aucun caractère progressif même partiel à la bureaucratie, en aucun domaine économique ou politique, dans la lutte pour le socialisme. Un appareil d-Etat comprenant une certaine bureaucratie est un mal nécessaire dans une société en transition. Mais son développement présent est en contradiction avec les besoins de la société soviétique. Elle devient de plus un frein au développement des forces productives. Sa politique complètement contre-révolutionnaire s'avère être le plus grand danger actuel pour la révolution mondiale prolétarienne. Elle freine et dévoie la lutte dans les pays d'Europe occidentale et dans un grand nombre de pays coloniaux, elle étrangle les mouvements de masse dans les pays du glacis, elle renforce l'exploitation et l'oppression des masses soviétiques. C'est son intervention et celle de ses agents des partis staliniens dans le monde qui a donné un répit au capitalisme au lendemain de la deuxième guerre mondiale et qui permet au capitalisme de préparer une troisième guerre mondiale.



Au cours de la deuxième guerre mondiale, les BL en URSS ont mis l'accent sur leur opposition politique et sur leurs tâches militaires, en raison de la proximité du danger militaire et de la faiblesse du mouvement ouvrier mondial, ce qui les obligeait à combattre, sous la direction de la bureaucratie, sans accorder la moindre confiance à celle-ci, remettant à une étape ultérieure la lutte pour le renversement immédiat de Staline. Dans la période présente ils mettent au premier plan de leur lutte pour la défense de l'URSS, la lutte pour le renversement immédiat de Staline,

7) La période présente est une période de murissement de la crise du stalinisme, aussi bien en URSS que dans les pays capitalistes. Pour que cette crise ne serve pas la contre-révolution, mais se dénoue au profit de la révolution prolétarienne, les BL doivent poursuivre des campagnes énergiques qui démasquent le pseudo-communisme des staliniens, qui dénonce les crimes des staliniens dans le monde entier ( en URSS, camps de concentration, travail forcé - dans le glacis, régime du guepeou - dans les autres pays, collaboration ministérielle, briseurs de grèves....) et qui montre aux masses que seule la IVème Internationale qui est l'objet particulier des calomnies, des agressions et des crimes du stalinisme, défend fidèlement le drapeau du communisme mondial.

---

( Cette résolution a été adoptée par 22 voix, contre 4 à la motion Lucien-Guérin, 7 à la motion Chaulieu, 1 à la motion Rapp et 3 absents.

-- l'amendement Bruno à la motion Frank a été repoussé par 13 voix contre 3 et 6 abstentions.

-- Les amendements Geoffroy à la motion Frank ont été repoussés par 15 voix contre 7 ).



AMENDEMENTS GEOFFROY AU TEXTE FRANK

Repoussés par la Conférence (7mandats pour  
15 contre)

AMENDEMENT III (Page 5, alinea 2)

de réparation, et une expansion soviétique différente de l'expansion impérialiste, car elle résulte de la faible accumulation, des faiblesses et du retard de l'économie soviétique, de ses besoins en produits fabriqués et en outillage et bien d'équipement et non de l'accumulation capitaliste

AMENDEMENT V (page 6 alinea 1)

La conférence tient à préciser que, si pour les travailleurs français, la tâche primordiale est de lutter pour le retrait des troupes de son propre impérialisme, le prolétariat de chaque pays, sans subordonner en principe le retrait des troupes soviétiques à celui des troupes impérialistes, envisage toujours la revendication du retrait des troupes russes du point de vue du développement révolutionnaire du mouvement ouvrier et du point de vue de la lutte entre le prolétariat et l'impérialisme.

AMENDEMENT VI (Page 6 alinea 3)

La forme de notre politique de défaitisme révolutionnaire change en cas de guerre suivant la position occupée par rapport à l'URSS par tel ou tel pays considéré: opposition politique dans les pays alliés à l'URSS, emploi de tous moyens appropriés (y compris militaires) dans les pays ennemis de l'URSS. Dans tous les cas, la défense de l'URSS par le prolétariat est et reste une tâche de lutte de classe.

AMENDEMENT VII (Page 7 alinea 3) (remplacer le point c par:)

se relie à la tactique de front unique prolétarien en vue de tâches précises entrant dans le cadre de la défense des conquêtes sociales de 1917 contre l'impérialisme par le prolétariat.

oooooooooooooooooooo



PROJET D'AMENDEMENT AU TEXTE DE GERMAIN SUR LA DEFENSE DE L'URSS

Par BRUNO

Repoussé par 3 mandats pour  
13 contre  
6 abstentions

1) - Du point de vue historique, l'URSS économiquement et politiquement, n'est pas une forme sociologiquement nécessaire, et son caractère et son évolution sont tranchés dans le sens d'un retour au capitalisme ou d'un nouveau bond en avant vers le socialisme, selon que le prolétariat mondiale et sa direction révolutionnaire s'avèreront ou non capable d'abattre la bourgeoisie mondiale et aussi la bureaucratie soviétique.

2) - Malgré le caractère bourgeois et la dégénérescence de l'URSS la base économique de l'URSS reste une conquête du prolétariat mondial que celui-ci doit défendre contre tout empiètement ou attaque venant de la part de l'impérialisme mondial ou de la bureaucratie soviétique. Malgré l'utilisation parasitaire que cette dernière peut en faire. L'utilisation de l'URSS dans le système économique capitaliste serait une remise en selle très sérieuse de l'impérialisme mondial.

3) - Pour des raisons nous ne posons pas de conditions de changement de régime ou de garanties pour notre activité politique pour défendre les conquêtes économiques d'octobre. Mais "la défense de l'URSS" n'est en rien un mot d'ordre, ce qui jetterait le pire confusion, mais une position principale de la IV<sup>e</sup> Internationale.

4) - Une position défaitiste révolutionnaire en URSS, c'est à dire: "l'ennemi principal est dans notre propre pays..., défaite (par l'impérialisme) est un moindre mal (ou même souhaitable)", risque d'être la porte ouverte au capitalisme et au rétablissement de la propriété privée en URSS; en tout cas elle ignore que les conquêtes d'Octobre ont 2 ennemis; l'impérialisme mondial et la bureaucratie, ceci dit aussi bien en temps de guerre qu'en temps de paix.

5) - La défense de l'URSS est subordonnée à la révolution mondiale et ne peut être comprise que dans un sens de stratégie internationale. En temps de paix l'objectif essentiel de la section russe est le renversement de Staline; celui des autres sections, le renversement de leur propre bourgeoisie: donc stratégie intransigeante de lutte de classes. En temps d'attaque directe de l'impérialisme, intervient évidemment en plus un facteur militaire de défense. Mais le facteur essentiel est la stratégie de lutte de classes, de lutte révolutionnaire. C'est lui qui détermine nos possibilités d'application de la défense militaire.

6) - En temps de guerre dans les pays alliés de l'URSS, la stratégie essentielle reste intégralement celle du défaitisme révolutionnaire. Si dans certains cas nous sommes amenés dans ces pays à proposer à la classe ouvrière des mots d'ordre qui s'inscrivent dans le cadre de l'aide



militaire à l'URSS, en aucun cas ces mots d'ordre ne pourront être mis sur le même plan que le défaitisme révolutionnaire, et en aucun cas ne devront risquer de limiter et de freiner la lutte des ouvriers contre leur propre impérialisme. En fin de compte, le front de classe, la lutte de classes, sont les meilleurs et seuls défenseurs du restant des conquêtes d'Octobre.

La formulation "opposition politique dans les pays alliés de l'URSS" est à rejeter, découlant d'une conception faisant primer les tâches militaires sur les tâches politiques. (v. brochure du P.O.I. 1942)

7) - Dans les pays capitalistes ennemis de l'URSS, à notre stratégie fondamentale de défaitisme révolutionnaire, le facteur militaire peut mener le Parti à engager un travail spécial de sabotage, mais l'essentiel reste toujours la lutte de classes dans les secteurs industriels et la fraternisation. Evidemment notre propagande sera renforcée par la dénonciation des visées impérialistes contre le restant des conquêtes d'Octobre?

8) - Pour l'URSS en temps de guerre, il faut condamner la théorie des 2 phases: "Défense militaire d'abord en remettant la tâche du renversement de Staline à la prochaine étape la plus proche possible" "Défense militaire d'abord (le meilleur soldat)" signifierait finalement que nous subordonnons et conditionnons notre activité révolutionnaire au déroulement des opérations militaires conduites par la bureaucratie et nous amènerait à adopter une politique de capitulation devant le stalinisme et de complicité dans sa politique extérieure (Tieste à Tito) et ses méthodes de guerre.

En temps de guerre comme en temps de paix, nous menons la lutte constamment pour le renversement de Staline, en temps de guerre, au nom d'une reprise de la guerre révolutionnaire contre l'impérialisme mondial et pour le rétablissement du pouvoir ouvrier, et ceci même si les troupes impérialistes arrivent aux portes de Moscou. Nous rejetons donc la formule équivoque et contradictoire: "Le renversement de la bureaucratie est subordonnée à la défense de l'URSS, la défense de l'URSS est subordonnée à la révolution mondiale", dont la première partie est susceptible d'une interprétation capitularde.

9) - Contrairement aux pays capitalistes, cette lutte et les mots d'ordre qui en découlent (en URSS) ne sont pas menés au nom du défaitisme révolutionnaire, mais imprégnés d'une propagande de défense des conquêtes d'Octobre, et de retour des droits ouvriers, au nom de la reprise de la guerre révolutionnaire de Lénine et de Trotsky. Ainsi, si nos mots d'ordre peuvent ne pas être différents de ceux des défaitistes révolutionnaires, nous la faisons en fonction d'une propagande défensiste, ce qui entraîne obligatoirement un caractère fondamentalement différent de toute l'activité du Parti.

10) - Aujourd'hui, face au problème de la 3° guerre mondiale, ce serait une position capitularde à bien tenir à une dénonciation des



visées impérialistes sur l'URSS et de la politique des divers impérialismes dans les pays qu'ils occupent, sans dénoncer parallèlement avec la plus grande violence, la complicité de la diplomatie soviétique dans le règlement des traités de paix, de sa politique de pillage et d'écrasement des mouvements prolétariens. Le rôle d'empoisonneur de la conscience ouvrière mondiale à propos de la guerre passée, de son règlement et de la préparation de la 3<sup>e</sup> guerre mondiale que joue la bureaucratie stalinienne doit être clairement démontrée dans notre presse internationale

11) - Il faut rejeter les formules confuses et dangereuses "de front unique" avec Staline ou le P.C. pour la défense de l'URSS. En fait nous ne défendons pas du tout la même chose ni par les mêmes méthodes; utiliser de telles formules, c'est laisser croire à la classe ouvrière que la politique et les mots d'ordre staliniens sont une manière de défendre ce que le prolétariat mondial a encore à défendre en URSS.

12) - Il faut rejeter la formule de "défense inconditionnelle de l'URSS", cette formule était juste durant l'opposition de gauche jusqu'en 33, quand il y avait encore un espoir de redressement de la 3<sup>e</sup> Internationale et de l'URSS.

Aujourd'hui cette formule est tout à fait équivoque, permettant toutes les interprétations opportunistes.

La défense en URSS est subordonnée à la révolution mondiale. Celle-ci passe par une lutte de chaque jour (tout au moins en France et dans les pays où le stalinisme est fort, à plus forte raison en URSS et dans le Glacis), contre le stalinisme. Notre défense de l'URSS est une "Défense révolutionnaire" contre l'impérialisme mondial et contre la bureaucratie.

oooooooooooooooooooo



IL N'Y A RIEN A DEFENDRE EN URSS

Résolution sur le caractère de l'URSS, et sur la nécessité du 3° front prolétarien, présentée à la Conférence Nationale par les camarades:  
GUERIN - MAGNEUX - PENNETIER -

Préambule à la résolution:

La discussion sur la question russe se termine et il est possible de se faire une idée d'ensemble sur la façon dont elle s'est déroulée.

Il apparaît tout d'abord qu'au sein de la tendance majoritaire, sur ce problème, il se produit une sorte de polarisation aux extrêmes: d'une part, il y a accentuation de la politique défensiste qui conduit droit à une conception stalinienne de "gauche", d'autre part, il y a raidissement face à ce glissement plus spectaculairement opportuniste, sans toutefois que ce raidissement sorte des limites d'une phraséologie démagogique et rende en fin de compte la position de ses tenants de moins en moins stable et de plus en plus incompréhensible. La situation aujourd'hui est telle que les positions intermédiaires sur la question russe deviennent chaque jour plus difficiles et conduiront droit à la stérilité politique la plus complète. Cette position intermédiaire sur la question dominante de notre politique cause sur tous les plans la pire confusion; et amène dans tous les domaines à une politique batarde incompréhensible, non seulement pour les masses, mais pour nos propres rangs et qui est facteur déterminant de la stagnation de notre propre Parti. (1).

Habitué au système reposant de la confiance dans le génie politique du Vieux, les camarades défensistes, ont, avec leur assassinat; entendu sonner leur glas théorique, et, ce que certains appellent leur respect de la tradition, n'est en réalité que la preuve de leur stérilité. Ne pouvant bâtir eux-mêmes la théorie révolutionnaire, et à plus forte raison comprendre les erreurs de Trotsky, ils passent leur temps, non pas à analyser des problèmes, mais à glaner des idées pour une théorie qu'ils jugent immuables.

Les camarades défensistes ont adopté dans la discussion une attitude assez singulière à notre égard: elle se résume à peu près de la façon suivante: "Votre position n'est pas nouvelle, nous connaissons vos arguments, Trotsky a déjà répondu par avance". Cette attitude qui n'est évidemment pas fatigante montre clairement la paresse théorique, résultat d'une totale incapacité politique qui est à la base de toute la théorie défensiste. Ces élaborations perdent entièrement le caractère

---

NOTE (1) Ceci est valable d'autant plus pour la position du camarade Marcoux qui a démontré la politique réelle de l'URSS à travers l'analyse de la situation concrète du glacis et qui n'ose pas rompre avec une politique qu'il condamne implicitement.



le caractère de recherche et d'analyse marxiste pour prendre celui, la position théorique étant fixée par avance, d'interprétation favorable à la défense de cette question. Il est important de souligner que cette façon de faire est absolument indigne de militants se réclamant du bolchevisme, mais reflète plutôt l'influence du stalinisme dans nos propres rangs.

Ceci n'est pas dans notre esprit une insulte gratuite que nous lançons à ces camarades, mais la constatation de la pression du stalinisme sur le prolétariat, pression que nos militants subissent dans la mesure où notre politique batarde est incapable de les cuirasser, de pallier à leur nostalgie d'un parti de masses par une perspective révolutionnaire précise et cohérente.

Nous persistons quant'à nous à penser qu'un changement de politique sur le problème russe est à la base d'un nouvel examen de nos positions tant à l'égard du stalinisme que de toute notre perspective en général, et que c'est seulement à partir d'une révision de la question russe qu'il nous est possible de nous remettre politiquement sur pied. Hors de là, il apparaît de plus en plus évident, et ceci malgré les unifications spectaculaires, qu'une crise sans précédent secouera notre Internationale au premier événement important, ou qu'elle risque d'éclater en morceaux ou de reculer à nouveau ou peut-être définitivement à l'heure de la révolution.

Que les fatalistes qui croient à l'inéluctabilité du socialisme se réveillent et se frotent les yeux.

Plus que jamais le dilemme socialisme ou barbarie a une signification précise. Il ne suffit pas d'une situation objectivement révolutionnaire, il ne suffit pas d'une volonté confuse du changement du prolétariat la crise est avant tout celle de la direction révolutionnaire, c'est la crise de l'humanité, c'est aussi la crise de notre Internationale.

Comprendre qu'une telle crise existe dans nos rangs et essayer de la résoudre autrement que par des répétitions stériles de vérités premières, est la seule chance qui nous reste de nous inscrire un jour dans la lutte des travailleurs et de conduire cette lutte ~~xxx~~ vers la victoire.

-----  
IL N'Y A RIEN A DEFENDRE EN URSS

-----  
RÉSOLUTION  
-----

1)- La contradiction du monde capitaliste entre le travail social et l'appropriation individuelle doit être abolie. Si le prolétariat, classe progressive, ne s'en montre pas capable, il se trouvera une minorité réactionnaire qui cherchera à l'abolir, au moins dans la forme.

La concentration capitaliste, trusts, monopoles, contrôle de l'Etat sur certaines branches de la production, sur une partie du commerce extérieur, les nationalisations enfin, sont des tentatives dans cette voie.

Mais la propriété apparaît comme l'apanage d'individus, plus il est facile de duper les travailleurs sur ce qu'il advient du produit de leur travail. Essayant de survivre par tous les moyens, le capitalisme en arrive parfois à déléguer une partie de son pouvoir politique à une minorité de bureaucrates (Italie, Allemagne)



2) - Pour déterminer la nature de classe d'un état, il importe avant tout de déterminer les rapports envers les moyens de production. C'est à dire: Qui s'approprie, qui jouit de la plus-value ? Dans une société où le prolétariat n'a ni le pouvoir politique, ni le contrôle des moyens de production, et du plan de production, les formes juridiques de la propriété ne sont qu'un camouflage légal de son exploitation.

3) - Contrairement à la bourgeoisie, qui a pu jeter les bases de son régime économique dans les cadres de la société féodale (toutes deux étaient basées sur la propriété privée des moyens de production), le prolétariat a besoin du pouvoir politique pour abolir la propriété privée des moyens de production et prendre effectivement possession de l'Etat, c'est à dire lui enlever son caractère prolétarien et enlever aux moyens de production leur caractère de capital.

4) - En perdant le pouvoir politique, le prolétariat perd la possibilité d'influer sur l'économie. L'Etat cesse d'être un instrument des masses et perd son caractère prolétarien; l'économie cesse d'être au service des travailleurs, les moyens de production reprennent leur caractère de capital.

5) - Cessant d'être en transition vers le socialisme, l'économie fonctionne au profit de la couche sociale qui possède le pouvoir politique et le contrôle des moyens de production.

La planification sans le contrôle des masses cesse d'être une planification pour la consommation et devient un plan destiné à satisfaire les exigences de la classe dominante et à renforcer l'armature de son appareil étatique.

6) - L'expansion hors de ses frontières d'un Etat où le pouvoir politique et économique n'est pas détenu par le prolétariat, ne peut avoir qu'un caractère réactionnaire, même si elle se produit en direction d'un pays à économie arriérée. Elle est l'expression à la fois de la nécessité d'accroître l'exploitation et de garantir militairement l'exploitation du prolétariat national. Même non accompagnée d'exportation de capitaux elle a un caractère impérialiste.

7) - Il n'existe plus en URSS de participation directe ou indirecte du prolétariat aux fonctions sociales, économiques et politiques dans la direction de l'Etat. Retranchée derrière la fiction juridique de la propriété collective, la bureaucratie s'approprie la plus-value et dirige en conséquence l'économie en fonction de son profit et dans une voie sans rapport avec le socialisme (2)

Les différenciations dans la rétribution (sans contrôle prolétarien) le rétablissement de l'héritage, l'abolition de la gratuité de l'enseignement, la possibilité de souscrire des emprunts à intérêts, des polices d'assurances, la distribution de rentes et de primes aux serviteurs du régime, ou à ses parents, sont l'expression de la volonté d'une classe qui assoit sa domination sur une base sociale et juridique.



8) - La destruction physique de l'ancienne classe dirigeante ne signifie pas que d'autres éléments sociaux ne peuvent la remplacer dans son rôle d'exploitricice (suppression des patriciens par les plébeins dans la Rome antique)(Trotsky à plusieurs reprises, attire l'attention sur la possibilité qu'il y avait pour le vainqueur d'assimiler les coutumes du vaincu), sans changer le caractère fondamental de la société.

9) - Les manifestation politiques réactionnaires de l'Etat russe:  
à l'intérieur: Passe-ports intérieur, inexistence du droit de grève, législation contre l'avortement, travail forcé et déportations, censure sur les nouvelles du monde extérieur, etc..  
à l'extérieur: Pillage des pays occupés, déportations massives et terreur policière, etc...

liées avec une politique économique d'entente avec la bourgeoisie du "glacis", formation de sociétés mixtes dans certains pays, de "combinats" liés directement au "plan" russe dans d'autres, réforme agraire "démocratique", interpénétration en quelque sorte de l'économie soi disant planifiée avec l'économie capitaliste "classique", montrent qu'il n'y a pas entre ces deux économie d'opposition fondamentale

10) - La politique des partis staliniens, liée aux besoins de la politique extérieure d'un état réactionnaire, dupe les travailleurs à cause du caractère faussement radical que lui donne l'opposition de la bourgeoisie nationale à un corps étranger, à l'agent d'un impérialisme concurrent. On ne peut lutter contre cette politique sans dévoiler le caractère de l'Etat Russe.

Préconiser la défense de l'URSS, c'est se lier les mains dans la voie de la conquête des masses en s'ôtant les moyens de lutte sans équivoque contre le stalinisme; c'est renforcer les illusions des travailleurs dans le stalinisme; c'est livrer aux bourreaux staliniens les travailleurs de "glacis"; c'est empêcher la lutte effective des B.L. russe contre le stalinisme en les désarmant face à leur oppresseur.

11) - Entre l'impérialisme anglo-américain et l'impérialisme bureaucratique de l'URSS, aucun choix n'est possibles pour des révolutionnaires dignes de ce nom. Seul la constitution du 3° front prolétarien dont la constitution passe par le déstalinisme révolutionnaire dans tous les pays, peut ouvrir au prolétariat et à son avant garde une perspective véritable de combat et de victoire.

---

NOTE (2) Cherchant à théoriser le système économique russe, Leontiev déclare: "La loi de la valeur fonctionne en régime socialiste, la quantité de travail n'est pas déterminée par le temps, mais par l'utilité, et soutient qu'en Russie elle revêt (la loi de la valeur) une forme différente; l'Etat est maître et l'utilise constamment dans l'intérêt du socialisme" Or: 1) en URSS l'état c'est la bureaucratie - 2) l'existence de la loi de la valeur suppose qu'il y a travail "aliéné", exploité.



## RESOLUTION SUR LA QUESTION RUSSE

Par MARCOUX

1) - Le régime social qui s'est établi dans une douzaine de pays occupés d'abord par les armées soviétique, puis contrôlés par le Kremlin constitue un élément nouveau, décisif pour la détermination de la stratégie et de la tactique de la IV<sup>e</sup> Internationale aussi bien à l'égard de la "zone de défense russe" qu'à l'égard de l'URSS elle-même (1)

2) - Aussi bien dans les pays "ex-satellites" de l'Allemagne (Roumanie, Bulgarie, Hongrie, Finlande) que dans les pays "ex-ennemis" (Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Pologne) qu'en zone allemande ou autrichienne - malgré les différences apparentes - le régime est resté capitaliste, le Kremlin visant uniquement à s'assurer le contrôle de cette économie capitaliste.

a) Les nationalisations en Tchécoslovaquie, Pologne effectuées selon les principes commerciaux (personnalité commerciale des entreprises nationalisées, etc....) limitées à une partie du secteur industriel ou commercial, ont été déterminées tout d'abord par l'effondrement de l'ancienne charpente étatique, la concentration industrielle commerciale et bancaire réalisée par l'impérialisme occupant et d'autre part par l'accession des partis stalinien à la tête des états bourgeois. Les réformes agraires ont pris dans ces pays le caractère d'une colonisation intérieure visant au partage, non des terres des gros hobereaux, sans distinction de nationalité, mais à la liquidation des minorités "indésirables".

b) Dans les pays "ex-satellites" où l'effondrement de la charpente étatique n'a pas eu lieu (et où l'impérialisme allemand a partagé ses revenus avec les bourgeoisies indigènes) aucune nationalisation d'envergure ne s'est produite.

Devenu héritier de l'impérialisme allemand, c'est à dire banquier, industriel et commerçant possédant les actions que l'Allemagne avait dans ces derniers pays, le Kremlin y a réalisé principalement des Sociétés mixtes exploitant avec le capital national la main d'œuvre indigène.

Dans ces pays non plus la réforme n'a pas visé à la liquidation générale de la grande propriété et n'a pas ~~xxx~~ accompli l'annulation des dettes et des hypothèques agraires.

NOTE (1) ; Admettons un instant écrivait Trotsky dans un article intitulé "la défense de l'URSS et la lutte de classes", que par un accord avec Hitler, le gouvernement de Moscou laisse intact dans les provinces occupées, les droits de la propriété privée et se borne à un contrôle du Type fasciste. Une telle concession aurait un caractère profondément principiel et pourrait devenir le point de départ d'un nouveau chapitre dans l'histoire du régime soviétique et par conséquent le point DE DEPART D'UNE NOUVELLE APPRECIATION DE NOTRE PART DE LA NATURE DE L'ETAT SOVIETIQUE.



c) Enfin en Allemagne et en Autriche le Kremlin a pris comme n'importe quelle autre grande puissance les grandes entreprises qu'il a intégré dans le circuit économique soviétique, mais les conditions de vie du prolétariat indigène n'ont pas été changées.

Les "Nationalisations" ont visé ici un secteur périphérique et non le secteur central requisitionné.

Enfin, en matière agraire, la direction des campagnes est passé aux mains des Koulaks dont la propriété a été agrandie et consolidée. Le Kremlin a maintenu le régime capitaliste dans les pays "libérés" par ses armées et contrôlées par ses généraux pour 3 raisons essentielles.

Une raison historique et politique profonde: L'incapacité de la bureaucratie dégénérée et contre révolutionnaire de s'appuyer sur les masses pour détruire les bases économiques et politiques du régime capitaliste.

Une raison "principiale": Le maintien du capitalisme apparaît au Kremlin comme une concession non seulement à l'égard du capitalisme international mais aussi à l'égard des bourgeoisies nationales des pays occupés. Le Kremlin a cherché et cherche encore à faire de ces bourgeoisies ses alliés, à "élargir" selon la formule stalinienne le "front anti" du Kremlin. Pour qu'une telle alliance contre nature soit possible, le Kremlin s'est efforcé d'exproprier politiquement la bourgeoisie en lui imposant le contrôle des partis staliniens sur la machine d'état bourgeois.

Enfin une raison économique: Incapable de par sa nature d'associer le prolétariat européen, obligé de ce fait de s'entendre même sur la base de compromis instables avec les bourgeoisies indigènes, le Kremlin a placé sur ces régimes capitalistes (dans leurs bases économiques) mais dirigés politiquement par les partis staliniens, des hypothèques lourdes et sanglantes: le pillage est devenu la forme permanente de l'association forcée existante entre ces pays et le Kremlin: déportation de main-d'œuvre, déportation de l'outillage, prélèvements incontrôlés sur la production courante, traités commerciaux onéreux, prix abusifs, sociétés dites "mixtes" de surexploitation de la main d'œuvre indigène, tous ces faits indiquent le caractère à longue échéance du système de pillage sans cesse perfectionné, et le fait qu'en définitive, à l'égard des pays occupés encore par les armées "rouges" ou non, le Kremlin y a instauré un système de contrôle DU MEME TYPE QUE CELUI INSTAURÉ ICIER PAR LE FASCISME bien que la source en soit différente?.

3) - L'expansionisme soviétique s'est présenté ainsi sous un double aspect à travers la guerre.

a) Certains pays ont été "assimilés structurellement" cette assimilation, accompagnée de l'expulsion passive ou de la destruction pure et simple des habitants a porté sur un territoire réduit, fractionné et a confirmé l'incapacité organique du Kremlin de changer par en haut sur une vaste échelle les rapports de propriété.

b) D'autres pays ont été soumis à un contrôle et à une surexploitation telle que l'histoire impérialiste en fournit seule les exemples.



Ainsi l'expansionisme russe présente les caractéristiques suivantes: même si la frontière de "l'assimilation" se déplace légèrement, le Kremlin tend à élever l'ensemble de l'URSS ("le bastion du socialisme dans un seul pays") au dessus des autres territoires qu'il arrive à contrôler à un certain moment. Comme Bonaparte hier, Staline ne peut ouvrir la voie au déploiement de forces productives des pays occupés ou conquis et y instaurer un régime de compromis avec les classes possédantes, compromis qui, économiquement, se traduit par une véritable surexploitation de ces pays en faveur du "bastion". Telle est la forme réelle de l'expansionisme soviétique et elle restera telle tant que la bureaucratie thermidorienne restera à la tête de la Russie.

4) - Dans tous les pays occupés ou contrôlés par le Kremlin, la rupture ouverte et sans hésitation avec l'ancien dogme de la "défense de l'URSS" devient en temps de paix comme en temps de guerre une nécessité absolue imposée par tout ce qui précède. En aucun cas, en temps de guerre les B.L. ne pourraient s'y accrocher au fallacieux prétexte de lutter contre l'envahisseur "la tâche de renverser le contrôle stalinien étant notre affaire (ultérieure) à nous," car le régime est ici un régime capitaliste, une telle politique signifierait une politique d'union sacrée pour la défense de ce régime. En aucun cas de même, en période de "paix" le lutte contre les occupants et pour le retrait de armées soviétiques ne pourrait être remis sous le fallacieux prétexte que leur départ risquerait d'entraîner une autre occupation, car cela signifierait se faire les gardiens du régime capitaliste.

5) - Si elle doit être indiscutablement la stratégie et la tactique dans les pays occupés ou contrôlés par le Kremlin, il est évident qu'une telle politique affaiblit en définitive la défense militaire et stratégique telle que la conçoit et la réalise le Kremlin, aujourd'hui non moins que demain. Or toute politique de retrait aujourd'hui et de défaitisme demain est en fait une rupture indirecte avec le dogme de la "défense de l'URSS en tant que telle, c'est à dire telle qu'elle est."

6) - Si l'occupation de "type fasciste" est à la longue une source de révision profonde de toute notre politique à l'égard du Kremlin, car cette occupation POURRAIT DEVENIR LE POINT DE DÉPART D'UN NOUVEAU CHAPITRE DANS L'HISTOIRE DU RÉGIME SOVIÉTIQUE, tant que ce chapitre ne s'est pas traduit par des bouleversements certaines et contrôlables en URSS Il n'y a pas de raison de nous départir en URSS même de l'ancienne orientation de révolution politique (pour le renversement du stalinisme mais pour le maintien des bases économiques ou plus correctement des normes socialistes imposées par Octobre). Mais une telle orientation qui était prévué d'une façon abstraite (indépendamment de l'expansionisme soviétique dont nous n'avons vu qu'à présent les formes) et qui était "remise" à une étape ultérieure par notre volonté, se prouvera déjà commencé, presque indépendamment de nous dans tous les pays où un soldat de Staline aura mis les pieds et où les classes laborieuses se dresseront contre lui. nous nous trouveront ainsi en lutte directe pendant la guerre avec la bureaucratie criminelle de Staline et non ~~cha~~ "front unique" avec elle.



Ainsi le défaitisme dans les pays contrôlés introduit une brèche définitive dans l'ancienne orientation du "Front unique" avec le Kremlin contre l'agresseur impérialiste. L'histoire et l'expérience sont ainsi venues briser la position contradictoire de lutte contre le stalinisme et de front unique militaire avec lui.

7) - Le stalinisme est devenu un tel obstacle à l'émancipation des travailleurs; que seule la rupture avec lui en temps de paix comme en temps de guerre, sur le plan militaire même, si difficile que se soit, peut encore ouvrir la voie à la révolution prolétarienne.

Notre défaitisme dans les pays contrôlés par le Kremlin doit se compléter par notre opposition résolue en URSS contre la bande thermidorienne ce "défaitisme" POLITIQUE EST LE SEUL QUI PUISSE PERMETTRE DE DEFENDRE L'LUTTE DEFINITIVE VERITABLE ET FECOND ET LE SEUL QUI PUISSE EN DEFINITIVE donner une unité à la stratégie et à la tactique de la **IV<sup>e</sup>** Internationale

Telle est la seule voie possible

Juin 1947



R E S O L U T I O N   P R E S E N T E E  
Par R.P.P. (André Revel)

Le Conseil National du P.C.I., réuni à Paris les 25 et 26 Mai 47 pour remettre à l'étude conformément aux décisions du 1<sup>o</sup> Plénum du Comité exécutif de la IV<sup>o</sup> Internationale, son analyse théorique, sa politique et sa tactique à l'égard de l'URSS:

- 1<sup>o</sup>) Réaffirme, sur la base de l'analyse marxiste et en accord avec la IV<sup>o</sup> Internationale, que l'URSS est un état ouvrier dégénéré.
- 2<sup>o</sup>) Rejette les appréciations anti-marxistes caractérisant l'URSS soit comme un "capitalisme d'Etat", soit comme "un nouveau type de société bureaucratique", appréciations déjà réfutées et rejetées à plusieurs reprises par la IV<sup>o</sup> Internationale depuis sa formation, et que les faits nouveaux survenus depuis lors n'ont nullement justifiés.
- 3<sup>o</sup>) Se refuse donc à assimiler l'expansion soviétique qui vise fondamentalement à l'importation de marchandises à l'expansion impérialiste qui vise à l'exportation de capitaux.
- 4<sup>o</sup>) Considère les pays de la "zone d'influence" soviétique: yougoslavie, Pologne, Bulgarie, Tchécoslovaquie, Roumanie, Hongrie, comme des pays capitalistes par leur économie et leur régime politique.
- 5<sup>o</sup>) Réaffirme que la régénération de l'Etat ouvrier soviétique suppose l'éviction complète de la caste bureaucratique dirigeante du contrôle économique et politique qu'elle a usurpé aux dépens du prolétariat lui-même.
- 6<sup>o</sup>) Souligne avec force que non seulement cette ~~réhabilitation~~ régénération, ~~xx~~ mais encore le simple maintien de l'économie collective planifiée et du ~~x~~ monopole du commerce extérieur soviétique ne peuvent être assurés en définitive que par la révolution prolétarienne victorieuse dans les pays avancés.
- 7<sup>o</sup>) Distingue donc radicalement, dans la théorie, comme dans la propagande et dans l'agitation quotidienne, l'antistalinisme prolétarien, conséquence de la lutte contre la bourgeoisie, et l'antistalinisme bourgeois, expression de la lutte contre l'économie soviétique et contre le prolétariat. Dans la pratique, veille à ce qu'en aucun cas le 1<sup>o</sup> ne profite au second.
- 8<sup>o</sup>) Réaffirme la nécessité de défendre inconditionnellement l'URSS contre l'intervention économique et diplomatique de l'impérialisme en temps de paix, et contre son intervention armée en temps de guerre, la guerre n'étant ~~xxx~~ que "la continuation de la politique par d'autres moyens".
- 9<sup>o</sup>) Considère qu'aujourd'hui et dans l'avenir plus que jamais, cette défense suppose en temps de paix comme en temps de guerre, la dénonciation constante des capitulations staliniennes devant les tendances réactionnaires en URSS même et devant les forces réactionnaires dans le monde entier.



C'est aujourd'hui que notre ancien mot d'ordre "défendre l'URSS envers et contre Staline" acquiert toute sa valeur.

10°) La défense de l'URSS était inséparable de la lutte des classes, de l'action révolutionnaire et inversement, réaffirme face au stalinisme aussi bien que face à la bourgeoisie que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et la nécessité d'une paix sans annexions, réparations ni occupation.

11°) Ces mots d'ordre tirent pour nous leur valeur de la classe qui les propage. Propagés par la bourgeoisie ils n'ont qu'un sens démagogiques. La polarisation actuelle des rapports internationaux autour de l'antagonisme URSS-Etats Unis, provoquera plus encore que par le passé l'utilisation démagogique de ces mots d'ordre par la bourgeoisie contre l'URSS. Nous devons donc lier la propagande pour ces mots d'ordre à l'ensemble de notre programme révolutionnaire, et leur mise en application pratique à l'action d'ensemble et à la situation concrète du prolétariat. En particulier le mot d'ordre du retrait des troupes d'occupation soviétique ne revêt une valeur progressive que là où le prolétariat l'imposera, en même temps qu'il sera en état de s'opposer à leur remplacement par des troupes impérialistes.

12°) Estime qu'en temps de guerre, le défaitisme s'impose dans les pays de la zone d'influence soviétique, mais selon les mêmes modalités que dans les pays alliés à l'URSS, conformément aux thèses sur "la IV° Internationale et la guerre"

13°) Mandate ses délégués au Congrès Mondial de l'Internationale pour soutenir cette position.



R E S O L U T I O N

Présentée par les camarades Chaulieu, Guérin, Mercier, Marchezin,  
Montal, Pannetier.

Repoussée par la Conférence National par 23 mandats contre 11

I) - La politique et la terminologie de "la défense inconditionnelle du l'URSS" doit être définitivement écartée de la politique de l'Internationale. Le prolétariat n'a pas à défendre les "bases collectivistes" de l'économie soviétique (étatisation et planification), parce que ces bases sont aujourd'hui des formules juridiques vides qui cachent la dépossession totale, aussi bien économique que politique, du prolétariat et que leur fonction sociale principale est de permettre la stabilisation et la rationalisation de l'exploitation. Le caractère nullement progressif de ces "bases collectivistes" se démontre par surcroît par la politique de la couche bureaucratique qui se base sur elles; même si elles avaient en tant que simples formes économiques un caractère progressif. La signification de l'Etat Russe pour la classe ouvrière découle fondamentalement de la politique de la bureaucratie. D'autre part, la persistance de ces formes à elle seule, ne rend nullement plus facile la tâche de la socialisation de l'économie russe après un renversement de Staline: en effet, les difficultés de la socialisation ne sont pas d'ordre juridique, mais politique et économique. D'autre part, la planification actuelle déterminée par les intérêts de la bureaucratie, devra être presque totalement abandonnée par le pouvoir prolétarien et recommencée sur de nouvelles bases et avec un contenu entièrement nouveau. La "défense de l'URSS ne peut non plus se justifier par la nécessité de fermer un pays à l'économie capitaliste pour accentuer la crise de cette dernière. Cette politique peut se discuter que s'il s'agit d'un pays colonial non industrialisé, qui offre un débouché au capitalisme, elle devient absurde dans le cas d'un pays hautement industrialisé, dont l'entrée dans le marché capitaliste accélérerait la crise de celui-ci, plutôt que la ralentirait; d'autre part la tâche du prolétariat ne consiste pas à mettre des obstacles objectifs sur la route du capitalisme, de provoquer par exemple les crises économiques ou de maintenir le cloisonnement national des économies, il doit traduire les contradictions objectives dans le langage de la lutte des classes. La défaite de l'URSS ne serait une défaite pour le prolétariat que dans le cas où impérialistes et staliniens obtiendraient l'élimination du mouvement révolutionnaire au cours de la guerre, élimination pour laquelle la politique défensiste forme précisément une solide garantie. L'attaque contre l'URSS ne peut non plus être assimilée à l'attaque du fascisme contre les organisations ouvrières; cette dernière se dirige contre les libertés du prolétariat qui n'ont rien à craindre en URSS, puisqu'elles n'y existent absolument pas. "Le front unique avec Staline" est une conception opportuniste, car le front unique se fait entre organisations ouvrières possédant une force et une autonomie politique et sur ~~et~~ une base commune; aucune de ces conditions n'est réalisée dans la "défense inconditionnelle".



II) - La politique défensiste bornant l'activité du Parti pendant la période la plus décisive à une propagande verbale, est en contradiction avec la conception du parti bolchevik, avec les conditions politiques de son existence (liens avec les masses sur le plan des luttes concrètes) et avec les buts mêmes qu'elle se propose, puisqu'elle compromet en même temps les succès de la guerre et celui de la révolution. En pays capitaliste dans la logique du développement de la lutte des classes, elle aboutit au stoppage de cette lutte, et, menée rigoureusement à ses conséquences, à la participation à la guerre impérialiste. En plus elle est incompréhensible à la classe ouvrière qui n'en tire en réalité que la conclusion qu'il faut s'enrôler sous les drapeaux staliniens. Plus grave, elle chatre le Parti en lui interdisant de montrer au prolétariat que tout caractère progressif serait absent d'un conflit URSS - U.S., en l'empêchant d'ouvrir une voie de politique révolutionnaire autonome et de créer le 3ème front prolétarien. Toute position intermédiaire comme la "lutte sur 2 fronts" est incohérente et incompatible avec les exigences, aussi bien de la guerre que de la révolution; les moyens employés par un parti qui veut en temps de guerre la révolution, son agitation et sa propagande sont absolument en contradiction avec le soutien de la défense; et le moment arrivera fatalement où la question se posera sans subterfuge possible: Défense du front militaire ou lutte contre la bureaucratie.

En conséquence, la Conférence se prononce pour le rejet catégorique du mot d'ordre de la "défense de l'URSS" sous n'importe quelle interprétation, et pour le mot d'ordre de: "transformation de la guerre en révolution indépendamment de toute conséquence". Elle affirme aussi qu'aucune altération ne pourra survenir dans notre politique de défaitisme révolutionnaire dans un pays capitaliste du fait de l'alliance de ce pays avec l'URSS.



RESOLUTION SUR LA QUESTION DE L'URSS ET DU STALINISME MONDIAL  
Présentée à la Conférence nationale du P.C.I.

Par  
CHARLIEU, MARCESIN, MONTL et ROBERT

I - Sans théorie du stalinisme, pas d'action contre le stalinisme.

La IV<sup>e</sup> Internationale ne saurait se construire aujourd'hui sans faire une autocritique sérieuse de ses perspectives passées. Sur un certain nombre de points fondamentaux, notre théorie a subi victorieusement l'épreuve de ces 10 dernières années. Sur d'autres points elle a révélé des erreurs que le cours des événements permet de rectifier. En tout premier lieu nous nous sommes mépris sur la nature, le rôle et le poids du stalinisme. On ne saurait trop souligner l'importance de cette erreur, étant donné qu'aujourd'hui une appréciation juste et une tactique efficace face au stalinisme forme la clé du développement révolutionnaire.

Quelles étaient nos prévisions et que nous a appris l'expérience de la guerre ?

La théorie de Trotsky sur l'URSS était basée sur la conception de l'instabilité absolue du régime stalinien, instabilité fondée sur la contradiction insoluble entre la domination de la bureaucratie et les "formes socialistes de la propriété". Les perspectives qui découlaient de cette conception étaient essentiellement: 1° La "chûte de Staline en cas de victoire comme en cas de défaite" 2° le déclenchement des ~~crises révolutionnaires~~ mouvements révolutionnaires à l'approche de l'armée rouge et la continuation de l'armée rouge par ces mouvements. 3° La lutte des fractions droitières - fascistes et gauchistes révolutionnaires (les fameuses fractions Reiss et Boutenko du "Programme transitoire") entre lesquelles Staline n'a rétabli qu'un équilibre précaire et instable.

L'expérience de la guerre démentit toutes ces prévisions. Les théories se discutent à la lumière des événements, et les événements ont dépassés de loin la théorie traditionnelle sur l'URSS et le stalinisme. Non seulement le stalinisme a été le frein le plus puissant à la montée révolutionnaire, non seulement il n'a pas été automatiquement balayé par les vagues de la révolution montante, comme on le pensait, non seulement il a réussi à faire échouer tous les mouvements de lutte, mais il a aussi réussi à déformer ces mouvements, bien plus, à les détourner à son profit. La crise révolutionnaire issue de la guerre loin de miner, a renforcé la puissance stalinienne.

Le silence obstiné et stérile de la majorité de l'Internationale sur la question de l'URSS et du stalinisme, son hostilité à toute remise en question du problème ne peut rien y faire. Cette attitude est d'ailleurs l'opposé exacte de l'attitude révolutionnaire? Autre chose est de confronter sa méthode avec la méthode éprouvée de Marx, de Lénine et de Trotsky, autre chose de se réfugier dans les analyses du passé avec une servilité théorique que ceux-ci ont toujours impitoyablement dénoncée. Ainsi, d'une part l'interprétation du régime de l'URSS doit être révisée à la lumière des événements; on doit comprendre que la théorie traditionnelle de "l'instabilité", absolument démentie par les



faits, doit être enterrée. D'autre part une conception sociologique et historique des partis staliniens doit être élaborée, qui ne saurait être la copie mécanique de la théorie de Lénine sur la Social-démocratie. Enfin et en conclusion, le stalinisme doit être combattu avec une tactique qui n'est pas celle avec laquelle on pouvait hier combattre la social-démocratie.

## II - La nature sociale de l'URSS

a) Quoique en soi fautive depuis 1917, la conception de l'URSS comme "état ouvrier dégénéré" a eu une justification dans le passé; en effet, aussi longtemps que les bases économiques de la domination de la bureaucratie étaient limitées au secteur étatisé de l'industrie aussi longtemps que des tendances économiques internes vers le capitalisme subsistaient, et que par conséquent la bureaucratie paraissait prise inextricablement dans le dilemme "capitalisme ou socialisme", aussi longtemps que le régime n'avait pas montré toute la puissance de son intervention contre révolutionnaire dans le monde, et par là même sa capacité de se garantir contre un retour offensif de la révolution en URSS même et surtout aussi longtemps que le régime restait isolé et n'avait pas débordé sur d'autres pays, la notion de l'"Etat ouvrier dégénéré", s'inscrivant dans une perspective de victoire rapide de la révolution qui se chargerait de vider le problème, pouvait être discutée. Mais nous avons vu au contraire, le régime social de l'URSS se confirmer à travers une série d'épreuves dont la guerre est le dernier exemple. Nous avons vu la bureaucratie à partir de 1928, étendre sa domination économique dans l'ensemble de la production industrielle aussi bien qu'agricole. Nous avons vu Staline, dont la politique ne pouvait selon Trotsky, qu'aboutir à bref délai à la restauration du capitalisme passer à l'attaque contre la droite tout en continuant à exterminer la gauche, et liquider physiquement et socialement toutes les couches bourgeoises et petites bourgeoises du pays. Nous avons vu Trotsky qualifier en 1928 la droite du Parti Communiste Russe d'aile ouvertement procapitaliste, et écrire froidement en 1938 ("Programme Transitoire") que cette aile consistait pour la bureaucratie "un danger de gauche". Nous avons vu Trotsky écrire que les procès de Moscou étaient "l'annonce du dénouement, le commencement de la fin", alors qu'il n'était en fait que la fin du commencement. Nous avons vu ce régime, "produit de l'isolement", déborder les cadres de l'URSS et commencer ~~xxxxxxx~~ son extension dans d'autres pays, sur les débris des révolutions avortées.

Ainsi ce qui n'était hier qu'une préoccupation théorique, qualifier un régime que l'on espérait éphémère, est devenu aujourd'hui une nécessité pratique immédiate; il s'agit d'expliquer au prolétariat comment le régime stalinien de l'URSS a réussi à se faire le plus grand fossoyeur de la révolution mondiale, quelle forme de société réactionnaire et exploiteuse il représente aujourd'hui. Il s'agit de démontrer à la classe ouvrière du monde entier que le bureaucratisme russe n'est pas pour elle un moindre ennemi que l'impérialisme américain.

b) Une seule question se pose pour caractériser un régime selon la méthode marxiste: Comment les hommes se situent-ils par rapport aux moyens de production? Autrement dit: Quels sont les rapports de production en URSS ?



Les rapports de production en URSS sont des rapports de classe. La position des hommes par rapport aux moyens de production y est absolument différente, selon le groupe social auquel ces hommes appartiennent. Une classe sociale, la bureaucratie, possède les moyens de production, tandis que le prolétariat est absolument dépossédé. Certes, il n'y a pas en URSS de propriété privée des moyens de production; la propriété de la bureaucratie est une propriété collective. La bureaucratie, prise dans son ensemble en tant que classe, jouit, use et abuse, selon la formule classique, des moyens de production.

La bureaucratie soviétique n'est absolument pas comparable à la bureaucratie capitaliste, même nazie ou fasciste. Cette dernière peut tout au plus et dans une certaine mesure diriger et contrôler la production, en fait le capital financier reste le maître de l'économie et de l'Etat. Par contre, la bureaucratie soviétique considérée collectivement, est le maître absolu de la production. Nous ne disons pas qui contrôle possède; nous disons qui possède possède.

Face à la bureaucratie, le prolétariat n'a aucun pouvoir économique. Sans parler des vingt millions d'esclaves du régime, le "libre" travailleur soviétique dépense, tout comme les prolétaires des pays capitalistes, sa force de travail au profit de la classe possédante. Il n'a comme salaire de sa misère que ce que cette classe veut bien lui concéder, car il n'a même pas la possibilité de lui arracher des concessions par la lutte.

Cette structure de classe des rapports de production se reflète directement dans la répartition. La bureaucratie consomme légalement et improductivement, au minimum et selon les calculs les plus cléments pour elle, la moitié du revenu national (sans calculer les vols, le gaspillage, les faux-frais, etc.). Son abolition permettrait de doubler immédiatement et en même temps le fond d'accumulation et les fonds de consommation de la société soviétique.

Il existe par conséquent en URSS le même antagonisme fondamental que dans toute société de classes contemporaine. La contradiction entre les forces productives et les rapports de production, l'incompatibilité entre la production sociale et l'appropriation de classe. Cette antagonisme s'exprime en URSS par la crise constante de sous production, et par le déséquilibre organique entre la production des biens de production et celle des biens de consommation. Les rapports de production de l'économie bureaucratique sont devenu le frein absolu au développement des forces productives en URSS.

c) Hors de cette analyse marxiste il n'y a que formalisme et abstraction.

Abandonnant le point de vue matérialiste des rapports de production les défenseurs mettent en avant des considérations formelles et juridiques. Ils abordent l'économie soviétique avec les lunettes de l'idéalisme petit-bourgeois, récitant les formules de la constitution au lieu d'étudier les rapports sociaux matériels.

L'étatisation et la planification en URSS, si elles suffisent pour différencier cette économie de l'économie capitaliste, n'ont par contre en elles-mêmes aucune signification "socialiste" ou "progressive".

Aujourd'hui, concrètement, LA PLANIFICATION EN URSS N'EST QUE LA PLANIFICATION DE L'EXPLOITATION, L'ETATISATION N'EST QUE LA FORME JURIDIQUE DE LA POSSESSION ECONOMIQUE DE LA BUREAUCRATIE.



Pour pouvoir considérer ces mesures comme progressives, il faudrait qu'elles aient signifié l'abolition de l'antagonisme des hommes par rapport aux moyens de production, l'abolition de la division de société en classes et de l'exploitation qui en résulte. C'est juste l'inverse qui a lieu en URSS. La collectivisation et la planification ne sont progressives que dans la mesure où le prolétariat s'érige en classe dominante, qu'il intervient activement dans le fonctionnement de l'économie, qu'il en prend la direction effective (gestion ouvrière) ou du moins qu'il s'achemine vers cette direction. Mais en URSS aujourd'hui le prolétariat n'est qu'une des matières premières de l'économie, qu'un objet passif de l'exploitation. L'étatisation et la planification lui sont complètement étrangères, elles forment la base du régime qui l'exploite.

Il n'y a pas de "bases socialistes" de l'économie existant indépendamment de la situation du prolétariat. Tout le marxisme repose sur cette idée: la révolution prolétarienne est le moment de l'histoire où l'automatisme économique est dépassé. C'est l'intervention consciente du prolétariat, à travers ses différents organismes, dont l'ultime est le Parti révolutionnaire, qui est la seule garantie du socialisme. Si l'économie échappe aux mains du prolétariat il n'y a plus trace de socialisme, car le trait fondamentale de l'économie socialiste, à l'opposé de l'économie bourgeoise, est de se construire par l'action politique constante du prolétariat. Penser le contraire c'est justifier par avance la possibilité d'une dégénérescence pour une future révolution prolétarienne. Lorsque Frank dit que la bureaucratie est un "mal nécessaire", il rend possible pour l'avenir une nouvelle catastrophe, car selon cette idéologie le simple changement de la propriété formelle accompagnée de la domination de la bureaucratie serait en lui-même progressif et nécessaire.

d) La théorie défensiste constitue en fait une révision complète du marxisme. Elle bouleverse l'économie marxiste en soutenant non seulement que l'économie est déterminée par les rapports juridiques de super structure, mais aussi que la répartition est indépendante des rapports de production, c'est à dire qu'il peut y avoir des rapports de production socialistes dont découle une répartition qui crée des exploités et des exploités. Elle abandonne le matérialisme dialectique lui-même puisqu'elle fait découler une politique réactionnaire d'une économie "progressive". Elle fausse le programme de la révolution prolétarienne et c'est là son aspect le plus néfaste, en masquant la différence qui sépare la véritable collectivisation et la planification prolétarienne de l'économie, d'avec l'étatisation et la planification bureaucratiques qui servent à l'exploitation du prolétariat. Elle fausse aussi la notion d'Etat ouvrier en donnant comme critère de cet état les formules de l'étatisation et de la planification; critère d'après lequel, ni la Commune de Paris, ni la révolution russe avant sa dégénérescence n'auraient été des états ouvriers.

Sur la question même de l'état où le marxisme s'est toujours distingué par la clarté la plus absolue, la théorie défensiste s'est réfugiée dans la confusion la plus lamentable. S'il existe un état en URSS, cet état doit, selon la théorie marxiste-léniniste, représenter et exprimer la division de la société en classes et être l'instrument de domination et d'oppression de la classe régnante contre les autres. Or il est évident que l'Etat en URSS n'est pas la dictature du prolétariat dirigée contre les capitalistes; il exprime la dictature de la bureaucratie sur le prolétariat et les autres couches de la population. La théorie bureaucratique



du "bonapartisme à l'échelle internationale" selon laquelle l'Etat bureaucratique fait équilibre entre le prolétariat russe et le capitalisme mondial ne sert à rien sous ce rapport: les états bonapartistes, quelque équilibre ou quelques acrobaties qu'ils aient pu réaliser, n'en furent pas moins les instruments de domination de classe. Il n'y a pas de doute que la bureaucratie ait pu profiter pour son développement d'un tel équilibre; mais ce qui est important, c'est de voir comment la pression du capitalisme mondial s'est produite en URSS, comment elle s'est concrétisée par la création d'un état qui fonctionne comme machine d'oppression et d'exploitation contre le prolétariat.

e) Si la société bureaucratique est une société de classes, elle ne peut pourtant pas être assimilée à la société capitaliste, car elle n'en a aucun des traits principaux. La notion de "capitalisme d'état" appliquée à l'ensemble d'une société, est à la fois contradictoire et confusionniste. Dans le "capitalisme d'Etat" idéal il n'y a plus aucun trait du capitalisme connu, sinon l'exploitation commune à tous les régimes. Par conséquent ce terme qui n'a aucune signification historique et aucune signification de fond, ne peut précisément être employé pour désigner une société qui n'est pas issues du capitalisme, mais qui a surgi de la dégénérescence d'une révolution prolétarienne. Il ne s'agit pas pour les besoins d'une propagande facile de mettre le stalinisme et le capitalisme dans le même sac. Il faut rendre compte au prolétariat du fait perceptible pour tous que le stalinisme et le capitalisme, quoique vivant tous les deux sur l'exploitation du prolétariat, s'affrontent dans la période actuelle dans une lutte à mort.

III - La signification historique du régime bureaucratique

L'affirmation de l'existence d'une classe bureaucratique en URSS ne signifie nullement que cette classe a une nécessité historique et par là une mission progressive. Une classe n'est rien d'autre qu'une couche d'individus liés d'une manière semblable aux moyens de production. L'idée que toute classe doit avoir une nécessité historique est une élucubration idéaliste inspirée de Hegel et non de Marx. Une chose est de croire au déterminisme historique, de dire qu'une classe ne se forme pas arbitrairement, mais en rassemblant dans des conditions données des intérêts identiques par rapport à la production, autre chose de dire que tout ce qui se produit devait par définition se produire et que l'histoire est jouée d'avance. C'est le cours vivant et réel de la lutte des classes qui détermine l'évolution historique et non les schémas intérieurs du camarade Frank.

Le fait capital qui montre que la bureaucratie n'a aucune mission historique progressive, c'est qu'à la longue elle est incapable d'apporter un développement des forces productives par rapport au système capitaliste. Comme le disait déjà Trotsky dans la "révolution trahie" la bureaucratie est devenue depuis longtemps le pire frein au développement des forces productives.

Sur le plan économique comme sur le plan social et politique, la société bureaucratique russe, située à l'échelle historique, est une société fondamentalement et profondément réactionnaire. Elle est la préface de la barbarie. Trotsky l'avait déjà vu, qui écrivait: "le socialisme n'est pas réalisable par lui-même mais comme le résultat de la lutte



vivante des classes et de leurs partis... Nous avons entièrement le droit de nous demander: quel caractère prendra la société si les forces de la réaction sont victorieuses?... Les marxistes ont formulé un incalculable nombre de fois l'alternative: Socialisme ou barbarie... Le fascisme d'un part, LA DEGENERESCENCE DE L'ETAT SOVIETIQUE D'AUTRE PART ESQUISSENT DEJA LES FORMES SOCIALES ET POLITIQUES D'UNE NOUVELLE BARBARIE.

La question est de savoir si le rôle de la bureaucratie soviétique rôle totalement régressif, sera de donner une forme à la barbarie ne peut être tranché théoriquement; elle sera résolue par la lutte des classes.

#### IV - L'expérience du Glacis

L'expansion soviétique d'après guerre a infligé un démenti cinglant à la théorie de "l'état ouvrier dégénéré". D'après la conception traditionnelle toute idée d'une large expansion de la bureaucratie était à exclure, non seulement parce que le régime de l'URSS était le produit de l'isolement de l'état soviétique (après conséquent son extension était inconcevable), mais aussi parce que la bureaucratie, disait-on, "ne pourrait ni exposer l'armée rouge à la continuation révolutionnaire; dans les autres pays, ni écraser ouvertement la révolution". En fait c'est ce qui a eu lieu. L'armée rouge a occupé un grand nombre de pays et sa présence a permis aux partis stalinien d'endiguer totalement le courant révolutionnaire et de le détourner à leur profit et de soumettre ces pays à un processus d'assimilation structurelle par rapport à l'URSS selon un rythme et une tactique qui découlent de la situation propre à chaque pays particulier et les besoins généraux de la politique stalinienne.

#### V - Le stalinisme mondial

Notre vue fondamentale doit être la suivante: contre l'impérialisme américain et contre la bureaucratie russe le prolétariat mondial peut et doit ouvrir la voie du socialisme par une politique révolutionnaire indépendante.

La classe bureaucratique en URSS, les couches bureaucratiques en train de se cristalliser dans le glacis, forment la base matérielle du stalinisme mondial, exprimé dans les pays capitalistes par les partis communistes. Mais la force de ces partis demande une explication. Les divers PC ne sont pas seulement la 5<sup>e</sup> colonne de Moscou, selon la conception policière et roquembollesque de la majorité de l'Internationale. La collusion évidente des dirigeants stalinien avec Moscou ne suffit absolument pas pour expliquer leur politique dans son ensemble, ni surtout leur immense force à l'intérieur du mouvement ouvrier. En vérité, le stalinisme n'est pas devenu à l'issue de cette guerre un facteur si puissant que parce qu'il est venu recouper à l'intérieur d'un grand nombre de pays des tendances sociales propres, nées du pourrissement du capitalisme. C'est précisément parce que le stalinisme n'est pas un enfant légitime de l'histoire, mais la conséquence du retard de la révolution prolétarienne que cette base sociale n'est pas mondialement uniforme, couches d'aristocrates ouvriers, de boîtes syndicaux et de techniciens en France et en Italie par exemple; petite bourgeoisie lumpénisée en Europe sud-orientale bourgeoisie nationale dans plusieurs colonies.



Jamais ces couches n'auraient pris corps si le prolétariat n'avait échoué à plusieurs reprises dans ses tentatives révolutionnaires et si l'expérience bureaucratique russe ne s'était réalisée. Poussée aujourd'hui par la décadence du capitalisme à consolider leurs intérêts et leurs privilèges dans une société plus stable que le capitalisme, ces couches se réunissent derrière le stalinisme.

~~XXXXXXXXXXXX~~ En raison de leur manque de cohésion, en raison du fait qu'elles ne jouent pas aujourd'hui un rôle défini par rapport à la production, ces couches sont amenées à révéler toutes leurs contradictions et leur hétérogénéité fondamentale dans une période d'offensive du prolétariat. Mais il est d'autant plus vrai que pour faire démarrer le prolétariat, il faut s'adresser d'abord aux couches les plus exploitées et les dresser contre l'idéologie des couches staliniennes privilégiées.

## VI - Notre stratégie par rapport à l'URSS.

a) Notre axe fondamental doit être le suivant: contre l'impérialisme américain et contre la bureaucratie russe le prolétariat mondial peut encore ouvrir la voie du socialisme par une politique révolutionnaire indépendante

b) La révolution vers laquelle nous allons en URSS n'est pas une révolution de palais, ni une "révolution politique", mais une révolution sociale dans le sens plein de ce terme. Il s'agit en effet de changer radicalement les rapports de production, de substituer la collectivisation prolétarienne à l'étatisation bureaucratique; il s'agit de briser à 100 % l'appareil de l'Etat et de le remplacer par les organes du pouvoir des masses; il s'agit de renverser une classe qui comprend au minimum les 150/6 de la population. Cette révolution sociale doit déterminer notre orientation aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre. Dans les 2 cas nous travaillons pour le renversement de la bureaucratie et nous profitons de toutes les difficultés du régime pour le renverser. En temps de paix comme en temps de guerre, le renversement de la bureaucratie exigera une lutte de classe plus puissante et plus difficile que dans aucun pays capitaliste.

c) Pour savoir quelle doit être notre position par rapport à l'URSS, notre analyse sociologique nous est précieuse. Elle n'est pourtant pas définitive. Ce n'est pas seulement parce que nous ne reconnaissons rien de progressif au régime économique de l'URSS que nous devons rejeter automatiquement sa défense, à l'inverse, ce n'est pas parce que des camarades sont encore attachés à la théorie de l'"état ouvrier dégénéré" qu'ils doivent être automatiquement pour la défense.

Le caractère décisif comme le disait déjà Trotsky, est la forme de la lutte des classes à l'échelle mondiale, le niveau de conscience et de combativité du prolétariat. Sur ce plan, le plus important de tous, il s'est révélé que ~~xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx~~ que la politique mondiale du stalinisme vise à l'écrasement du prolétariat. Il s'est avéré que malgré leurs antagonismes, le stalinisme et l'impérialisme se sont retrouvés comme partie intégrante d'un même appareil mondial d'oppression du prolétariat, chaque fois qu'il s'agissait d'écraser la révolution. Sans le stalinisme le capitalisme mondial aurait été depuis longtemps enterré.

Or, soutenir un régime qui est aujourd'hui à l'égal du capitalisme l'ennemi N° 1 de la classe ouvrière, en Russie aussi bien que dans le monde, non seulement est un suicide pour le parti révolutionnaire, mais signifie



objectivement une trahison de classe, tant par rapport au prolétariat russe surexploité et opprimé, que par rapport au prolétariat mondial maintenu dans l'esclavage capitaliste grâce à Staline. Ce ne sont pas les insipides subtilités théologiques sur les formes de la "propriété socialiste" qui pourront nous justifier quand le prolétariat russe, enfin émancipé, nous demandera compte de notre politique vis à vis du régime qui l'a soumis à un esclavage économique politique et social sans précédent dans l'histoire. Car il faut bien comprendre que la bureaucratie ne règne pas en URSS malgré l'étatisation, mais à cause de cette étatisation. Le régime bureaucratique au cours des 20 années de son existence a donné la preuve qu'il est un tout cohérent.

De plus il n'y a aucune possibilité pour le prolétariat de se regrouper, de prendre conscience de ses possibilités révolutionnaire et de ses objectifs, d'être stimulé dans sa combattivité lorsqu'on lui impose la défense d'un régime dirigé contre lui. En persistant dans la tactique de la "défense inconditionnelle", nous ne faisons que nous couper de plus en plus de l'avant garde qui prend chaque jour davantage conscience de la réalité qui existe en URSS, et le jour décisif, nous serons débordés par les masses qui auront dépassée de loin notre mot d'ordre opportuniste.

En outre, la conception de la "défense" relève d'une mentalité typiquement pacifiste et petite bourgeois. A l'heure actuelle on ne peut défendre réellement Ivry s/Seine par exemple, qu'en occupant l'ensemble de la terre. Ceux qui considèrent qu'il y a quelque chose à défendre en URSS doivent par conséquent pour la domination du monde par l'URSS. D'autre part cette distinction de la politique en temps de guerre et en temps de paix, qu'implique la théorie de la défense en temps de guerre et en temps de paix, qu'implique la théorie de la défense est anti-léniniste et absurde: la guerre n'est qu'une continuation de la même politique qu'en temps de paix par d'autres moyens, et cette politique est un tout qu'on ne peut défendre ou rejeter qu'en bloc. La comparaison avec les pays coloniaux que nous défendons en temps que marchés fermés au capitalisme et indépendamment de leur régime politique et social n'a aucune valeur. On ne peut négliger le rôle du Négus sur le plan international, on ne peut jamais escamoter le fait que Staline est le principal fossoyeur de la révolution et que c'est l'économie russe qui lui a conféré la possibilité de l'être. La comparaison avec les syndicats que nous défendons malgré leur dégénérescence est également absurde. Nous défendons les syndicats parce que, dans la mesure où ils continuent à être des milieux de rassemblement pour la classe ouvrière que celle-ci peut utiliser pour sa lutte et pour son éducation. C'est l'inverse qui est vrai par rapport à ce vaste camp de concentration qui s'appelle l'URSS.

Le seul mot d'ordre révolutionnaire pour notre section russe est la "transformation de la guerre en guerre civile, indépendamment des conséquences militaires". De même le défaitisme révolutionnaire dans les pays capitalistes ne peut souffrir aucune altération du fait de l'alliance de ces pays avec l'URSS.

Les camarades qui pensent que le renversement de la bureaucratie en URSS est à l'ordre du jour en temps de guerre comme en temps de paix, mais qui veulent tenir compte en même temps des circonstances militaires n'ont pas compris l'ampleur sociale de la révolution à accomplir. La "lutte sur deux fronts" est une position sur deux fronts intenable dans les conditions de la guerre et de la révolution; dans une conjoncture révolutionnaire le moment viendra tôt ou tard où il faudra choisir: prendre la tête



du mouvement des masses qui, à travers les grèves, la lutte armée, etc., visent au renversement de la bureaucratie en abandonnant jusqu'à la prise du pouvoir la défense militaire contre l'ennemi extérieur, ou lutter contre ce mouvement au nom de considérations militaires. Ceux qui croient qu'il y a place pour une position intermédiaire seront rapidement débordés et balotés par les masses qui secoueront le joug de l'exploitation la plus lourde que la société moderne connaisse et se lanceront à l'assaut de l'Etat bureaucratique.

VII - Aujourd'hui, alors que tout tend à cristalliser les différentes couches de la société, autour des 2 grands pôles antagonistes: URSS-USA, il devient urgent de rassembler tout ce qu'il y a de sain dans le prolétariat, de lui donner conscience que rien n'est joué d'avance et que par sa puissance il peut encore faire la révolution et ouvrir la voie au socialisme. Dans une telle période, conserver toute l'attitude de simples opposants syndicaux au stalinisme que nous avons eu jusqu'ici et plus particulièrement, la tactique de "la défense inconditionnelle de l'URSS", signifie mettre le prolétariat sur la voie de garage, lui supprimer toute perspective de lutte propre, décourager définitivement l'avant garde et la ressouder dans le désespoir derrière le stalinisme.

Tracer la voie de la révolution mondiale face à l'antagonisme URSS-USA n'est pas pour nous une phrase creuse, malgré sa puissance le régime bureaucratique en URSS comme tout régime de classe, est en proie à de violentes et graves contradictions. Menacé par son entourage capitaliste, durement éprouvé par la guerre, connaissant d'immenses difficultés dans le redémarrage de sa production, le régime stalinien a cette faiblesse fondamentale qu'il est incapable de développer largement les forces productives, qu'il lui est impossible non seulement de dépasser, mais même de rejoindre le niveau économique des pays capitalistes avancés. Vivant sur un déséquilibre permanent entre la production des biens de production et celle des biens de consommation, le régime stalinien subirait incontestablement une crise mortelle au contact de succès révolutionnaires importants dans le monde.

Le sens de notre analyse n'est donc pas de gonfler le stalinisme mais, estimant sa véritable nature, les racines de sa force dans le passé et dans le présent, de trouver les moyens pour dresser contre lui l'avant garde révolutionnaire.